L’Union européenne impuissante face au protectionnisme américain

écrit par Alain Falento | 26 mars 2023

Comme d’habitude, les Américains ont dégainé les premiers, nous rappelant au passage qu’ils n’entendent respecter aucune règle en matière de commerce international.

En effet, l’IRA (Inflation Reduction Act) n’a rien à voir avec un outil anti-inflation, mais s’apparente plus exactement à une subvention directe de 420 milliards de dollars à l’industrie de la voiture électrique américaine et des énergies renouvelables, qui vont créer de fait une barrière à l’entrée infranchissable pour les entreprises européennes.

Pour résumer, toute voiture électrique produite aux États-Unis se retrouvera environ 20 % moins chère qu’un modèle équivalent européen.

Donald Trump, durant son quinquennat, a tué l’OMC (Organisation Mondiale du Commerce) en ne nommant pas les juges arbitraux auxquels les États-Unis ont droit, ce qui paralyse l’institution depuis des années. Les contentieux

s’accumulent, et il faudra très longtemps pour purger le stock.

Joe Biden, ou plus exactement son administration (vu que ce dernier ne souvient probablement pas qu’il est Président), s’est bien gardé d’y remédier, ce qui permet aux États-Unis d’enfreindre allègrement les règles du commerce international en repoussant aux calendes grecques toute procédure de la part de l’Union européenne.

Contrairement aux Européens, les Américains ont depuis bien longtemps compris comment utiliser l’OMC à leur avantage, en bafouant les accords signés, puis en payant éventuellement des compensations 15 ans plus tard, lorsque le mal est fait.

Macron est déjà allé manifester son mécontentement lors de son récent voyage aux États-Unis ; il est bien entendu revenu bredouille, avec une petite claque sur la joue, et l’assurance que les États-Unis prendraient bien entendu en considération les intérêts de leurs « amis » européens.

Thierry Breton et *von der Leyen* ont annoncé que l’UE allait prendre des mesures pour « aplanir les distorsions de concurrence ». C’est la périphrase que l’UE utilise pour qualifier des mesures de rétorsion visant à riposter à un acte de guerre économique de la part des États-Unis.

Un plan en 3 volets, de 350 milliards d’euros, va paraît-il être mis en place, et on va voir ce qu’on va voir. Volet réglementaire destiné au développement de la « *green tech* » (comprenez plus de moulins à vents et de miroirs) ; un accès facilité à des fonds pour les États membres afin de gaver de subventions ces projets qui, comme tout le monde le sait, sont structurellement déficitaires. Le tout complété par la création d’un « fonds souverain » européen chargé d’investir dans des projets industriels “verts”.

Il y a très peu de chances que ce projet voit le jour sous la forme prévue, car les Allemands et les Hollandais n’ont aucune

envie de créer de la dette mutualisée. De plus, les Allemands, qui ont un excédent commercial considérable avec les États-Unis, n'ont aucune envie d'entrer dans une guerre commerciale avec eux, et préfèrent la négociation avec Washington.

Même si par hasard l'UE venait à le mettre en œuvre, la France n'aurait absolument rien à y gagner. Tout d'abord, il faudra bien garantir ces 350 milliards d'euros, ce qui signifie que la France se retrouverait contrainte d'en garantir au moins 25 %, soit 88 milliards d'euros de hors bilan supplémentaires, comme si nous pouvions nous permettre cela, alors que soi-disant la France est à l'euro près.

Mais le plus grave n'est pas là ; notre industrie étant quasi morte, nous n'aurions presque aucune entreprise en mesure de profiter de ce plan. Quant au fonds souverain européen, ce doux oxymore, vous pouvez être certain que les Allemands en prendront le contrôle, et en profiteront pour favoriser leur industrie. L'Allemagne est un pays en ordre de bataille industriel dont l'écosystème industriel est en position de profiter de chaque euro de subvention, ce qui n'est pas le cas chez nous.

Au final, nous allons encore une fois de plus garantir des dizaines de milliards d'euros de fonds qui iront gaver les industries allemandes, hollandaises, danoises et polonaises.

En réalité, ce plan de subvention américain n'a que peu d'influence sur notre industrie, vu que cette dernière n'existe plus. Quant aux cris d'orfraie des constructeurs automobiles français, ils oublient qu'il y a moins de 1000 voitures de marque Renault ou Peugeot qui circulent aux États-Unis, sur 283 millions de véhicules au total ! Et l'une d'entre elle est la Peugeot 403 de l'inspecteur Colombo.

Les voitures françaises sont trop petites et pas assez puissantes pour pénétrer le marché américain. Ce sera la même chose pour les voitures électriques.

Quant aux moulins à vent, nous ne produisons pas d'éoliennes, et les sociétés d'exploitation des champs éoliens sont toutes allemandes ou danoises.

Si Macron et Le Maire avaient à cœur de défendre les intérêts de leur pays, ils feraient tout ce qui est en leur pouvoir pour faire capoter ce projet de riposte européenne, et surtout prendraient toutes les mesures pour ne pas alourdir notre dette hors bilan en garantissant des prêts pour les industries des autres.

De plus, aussi détestables soient les Américains, il ne faut pas oublier que c'est l'un des rares pays avec lequel nous avons un excédent commercial (21 milliards de dollars), et que cet excédent commercial est à forte marge. L'intérêt de la France n'est donc pas de rentrer en conflit ouvert avec eux, alors que rien ne le justifie. Laissons donc les autres pays européens aller à l'abattoir à notre place.

Ce que met une fois de plus en relief l'attitude de nos gouvernants, c'est que la notion d'intérêt national a complètement disparu, remplacée qu'elle est par un soi-disant intérêt européen, que personne n'est capable de définir.

La première mesure raisonnable à prendre, par exemple, serait de s'arranger pour que les entreprises américaines et étrangères ne remportent plus aucun appel d'offre en France, afin d'orienter la dépense publique uniquement vers nos entreprises nationales, en rédigeant astucieusement ces derniers. Cela va bien entendu à l'encontre de la sacro-sainte concurrence libre et non faussée ; c'est la raison pour laquelle il faut le faire sans le dire.

En tout cas, quoi qu'il advienne de ce projet de riposte européenne, on connaît déjà le nom du futur dindon de la farce.

Alain Falento

https://ripostelaique.com/lunion-europeenne-impuissante-face-au-protectionnisme-americain.html